



Nous nous sommes battus contre la fermeture du centre de soins palliatifs de la Tournelle en fin d'année 2007. Nous nous battons maintenant contre la fermeture de l'hôpital de proximité de Juvisy. En effet, non seulement le Journal le Parisien annonce la volonté du ministère de la Santé et de l'Agence Régionale d'Hospitalisation de fermer les services de maternité et de chirurgie de l'hôpital de Juvisy, mais de plus la Chambre Régionale des Comptes vient de préconiser la fermeture de ces mêmes services !

Cet hôpital concerne pourtant un bassin de 250 000 habitants et plus de 900 naissances par an. Mais comme 240 autres hôpitaux de proximité en province et en banlieue parisienne, notre hôpital est menacé car jugé « pas assez rentable » ! Pourtant, les services de maternité et de chirurgie sont des services rentables qui permettent d'équilibrer les budgets des hôpitaux. Et pour preuve : si l'hôpital de Juvisy est depuis peu déficitaire, c'est justement car la démolition de l'ancien bâtiment de chirurgie en 2007 n'a toujours pas été compensée par sa reconstruction pourtant annoncée pour cette année ! En ne permettant pas à l'hôpital de Juvisy de mener à bien sa mission de service public, il est en effet difficile qu'il remplisse les objectifs d'activité qui lui sont fixés !

Ces fermetures entraîneront le déplacement des patients et de leurs familles vers l'hôpital de Longjumeau... dont la démolition avant reconstruction est déjà annoncée ! Après la tarification à l'acte de Messieurs Bertrand et Douste-Blazy en 2004, les franchises médicales de Monsieur Sarkozy et de Madame Bachelot en 2007, les patients et leurs familles devront, à l'heure de l'essence chère, également prendre à leur charge le coût de déplacement !

Les élus du territoire, dont moi-même, avons lancé un appel pour défendre l'hôpital de Juvisy :

Nous demandons que l'hôpital de Juvisy, indispensable maillon sanitaire et social du secteur, soit renforcé pour remplir son rôle d'hôpital généraliste pivot de santé grâce :

- au recrutement d'une équipe de chirurgiens sur une base de 40 lits au lieu de 20
- à l'ouverture d'une réanimation et de soins intensifs
- à la mise en oeuvre de coopérations à créer avec les Centres hospitaliers du territoire permettant de garder l'offre de soins existante (maternité, chirurgie, urgences, soins de suite.), de la renforcer et de la diversifier.

Nous exigeons par ailleurs d'être reçus par Madame la ministre de la santé Roselyne BACHELOT, pour lui exposer des solutions alternatives, qui bien que s'inscrivant totalement

dans le cadre fixé par le Président de la République, se heurtent depuis des mois au refus systématique d'examen par les autorités compétentes (ARH).

Pour nous soutenir dans notre démarche, vous pouvez [signer notre pétition ici](#) , et faire signer [sa version papier \(ici\)](#) à votre entourage !

Pour défendre notre santé, nous ne pouvons que compter sur nous-mêmes, alors signez la pétition !